

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

PARIS

Journée d'amitié franco-chinoise

Le samedi 7 octobre à la Mutualité

Voir le programme page 7

Le mythe du service public

La grève des roulants de la SNCF a été suivie à plus de 80 %. Cela témoigne de la colère accumulée par ces travailleurs face aux dégradations de leurs conditions de travail que la direction de la SNCF veut encore aggraver en prévoyant notamment de nombreuses suppressions de postes.

Les roulants protestent déjà contre les « roulements trop tendus » qui les empêchent de récupérer leur force de travail et réclament un repos suffisant entre deux voyages. Or, la SNCF ne veut-elle pas maintenant leur imposer en outre la conduite à un seul agent ?

Face à leur grève, bientôt suivie par l'arrêt de travail des autres catégories des cheminots, quelle est l'attitude du gouvernement ? Soutenir la direction SNCF et se joindre aux efforts qu'elle fait pour discréditer la grève en faisant jouer la rengaine du prétendu « service public ».

Ce n'est certes pas aux légitimes revendications des cheminots que les journaux télévisés, contrôlés par le gouvernement, ont donné une large place. Par contre, ils ont cherché à faire attribuer aux grévistes les difficultés qu'a présentées le retour des handicapés descendus en pèlerinage à Lourdes. N'est-ce pas scandaleux alors qu'il incombait à la direction de la SNCF de les prendre en charge et alors que le gouvernement se soucie si peu des handicapés.

Quant à la notion de « service public », il suffit de prendre connaissance du plan Guillaumat, toile de fond de la grève, pour se rendre compte que le gouvernement ne s'en sert que pour diviser les travailleurs en lutte, les cheminots et les usagers. Ce plan prévoit, en effet, la suppression de 2 600 gares et de 14 000 kilomètres de lignes et « l'amélioration de la productivité ». Cela signifie d'importantes suppressions de postes et des diminutions des avantages acquis pour les cheminots. Cela signifie aussi des difficultés accrues pour les usagers qui verraient augmenter les tarifs d'abonnement, les tarifs en période de pointe et supprimer eux aussi un certain nombre d'avantages tels que les tarifs sociaux pour familles nombreuses, etc.

Secteur public, la SNCF est soumise comme les entreprises « privées » à la rentabilité sur le dos des cheminots et au détriment des usagers.

La solidarité s'impose entre cheminots et usagers. Par ailleurs, pour faire aboutir leurs revendications, il est indispensable que les cheminots créent un rapport de force surmontant en luttant contre la division entretenue par les directions patronales et le gouvernement. En même temps, tous ensemble, et non catégorie par catégorie (comme c'est le cas du fait des directions syndicales) : en voilà un des moyens.

Daniel MARAIN

Cheminots

s'unir, continuer pour gagner

80 % des roulants en grève, cela témoigne de la volonté de lutte des cheminots. Un peu partout se pose la question « Comment continuer, poursuivre au-delà des jours prévus ? ». Pour faire aboutir les revendications, c'est bien aujourd'hui un mouvement d'ensemble prolongé des différentes catégories de cheminots qu'il faut. Plus largement, avec l'entrée en lutte de centres PTT, c'est la question de l'unité des travailleurs du secteur public qui est posée.

(Voir article page 3)



Beyrouth sous les flammes

La trêve instaurée samedi après-midi à Beyrouth, à la demande du président Sarkis aura été de courte durée. Trente six heures après, en effet, lundi dans la matinée, les combats reprenaient de plus belle entre les soldats syriens de la Force arabe de dissuasion et les milices chrétiennes conservatrices retranchées dans le quartier de Achrafieh. Dès le début, les combats devaient d'ailleurs reprendre toute l'ampleur qu'ils avaient eu à la fin de la semaine dernière, faisant alors plus de 200 morts.

De part et d'autre, on s'accuse d'avoir réouvert le feu et il est bien difficile de dire qui l'a effectivement fait. Une chose est sûre : non seulement ils ne résoudre rien aux problèmes de la région, mais ils risquent à nouveau de replonger le Liban dans une guerre où personne n'a rien de bon à gagner. C'est à la demande expresse du président Sarkis et suite à une communication téléphonique personnelle au président syrien Assad que ce dernier avait ordonné à ses troupes un cessez-le-feu.

La reprise des combats s'est produite peu après que le président syrien se soit envolé pour un voyage qui doit le con-



duire en RDA et à Moscou. La situation apparaît donc actuellement bloquée malgré les nouvelles exhortations du président Sarkis pour un autre cessez-le-feu.

Jusqu'ici les Palestiniens installés à Beyrouth ont réussi à se tenir en dehors de ces nouveaux affrontements. On redoute cependant que ceux-ci puissent servir de prétexte aux Israéliens pour une opération armée de grande envergure sur le Liban. Cette hypothèse n'est toutefois pas très probable dans la mesure où elle mettrait en cause les effets de la conférence de Camp David, ce qui ne semble pas être

actuellement la politique de Begin.

Du côté syrien, il peut s'agir, à la lumière justement de cette situation relativement favorable, d'une tentative de liquidation définitive des milices chrétiennes. Il s'agirait alors d'un outrepassement du rôle qui leur était confié à la suite de la dernière guerre et qui était de maintenir la paix dans le pays.

On apprendrait lundi après-midi l'intention du président Sarkis de former un nouveau gouvernement ayant pour but « d'éliminer les frictions entre toutes les parties concernées. »

SOMMAIRE

Elections partielles

Seules les abstentions ont vraiment progressé. Page 4

Ecole

Quelles questions résoudre pour progresser dans l'unité ? Page 5

Argentine

« Appuyer la lutte du peuple argentin ». Lettre des communistes marxistes-léninistes argentins. Page 6

URSS

Une nouvelle bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS. Comment s'est-elle formée ? Page 8

LE MONDE EN MARCHÉ

4e Congrès du Front Polisario

Pour une solution pacifique au Sahara

LE 10 juillet dernier un coup d'Etat militaire renversait le président mauritanien Moktar Ould Dada. Le nouveau président Ould Salek déclarait aussitôt qu'il espérait trouver rapidement une solution au conflit du Sahara occidental. Le Front Polisario, qui mène depuis trois ans la lutte armée pour l'indépendance du Sahara occidental, décidait alors un cessez-le-feu unilatéral en gage de bonne volonté. Le quatrième congrès du Front Polisario, qui vient de se réunir « quelque part » en zone libérée, vient de décider le prolongement de ce cessez-le-feu.

Ancienne colonie espagnole le Sahara était séparé en 1975, lors des accords de Madrid, entre le Maroc et la Mauritanie. Dès lors, le Front Polisario qui luttait déjà depuis plusieurs années contre l'occupant espagnol fut amené à engager la lutte contre de nouveaux occupants : le Maroc et la Mauritanie. Réellement implanté dans les masses sahariennes, le Polisario n'allait pas tarder à remporter d'importants succès militaires, portant même la guerre à l'intérieur du territoire mauritanien et allant jusqu'à menacer la capitale Nouakchott.

Ce n'est que grâce à l'intervention militaire française que la situation put être redressée pour le gouvernement mauritanien. La guerre, cependant, pesait très lourd sur l'économie du pays. C'est cette situation très grave qui a précipité en juillet dernier les événements de Nouakchott. Un groupe de militaires prenait le pouvoir et annonçait son intention de trouver rapidement une issue au problème. Le Front Polisario décidait alors, de façon unilatérale, un cessez-le-feu en gage de

bonne volonté et pour permettre au nouveau gouvernement mauritanien d'entamer les pourparlers avec lui. Depuis lors, bien que peu d'informations aient filtrées et malgré des pressions marocaines sur la Mauritanie, il semble que les négociations aient fait certains progrès. Des contacts ont notamment été pris à Paris entre le gouvernement mauritanien et des représentants du front, officialisant ainsi de fait l'existence de ce dernier auprès des autorités de Nouakchott. Des Etats comme la Côte d'Ivoire ou la Lybie ont également joué un rôle d'intermédiaire.

LE Cessez-le-feu RECONDUIT

Une des questions importantes qui étaient à l'ordre du jour de ce quatrième congrès du Front Polisario était de savoir si ce cessez-le-feu devait être maintenu ou s'il convenait de reprendre immédiatement les hostilités. Il est évident qu'à la base de ce problème était l'évaluation des progrès enregistrés lors des discussions

avec la Mauritanie. Il semble que ces discussions aient été positives puisque le Front Polisario a finalement décidé de poursuivre le cessez-le-feu pour une durée indéterminée. Le congrès n'en réaffirme pas moins la volonté du peuple saharoui de lutter jusqu'à son indépendance complète. Le manifeste politique adopté par le congrès pose trois conditions pour un arrêt définitif des hostilités avec la Mauritanie.

Tout d'abord, la Mauritanie doit retirer ses troupes à l'intérieur de ses frontières internationales reconnues lors de son indépendance en 1960. Elle doit ensuite restituer la partie du territoire saharoui qu'elle occupe. Elle doit enfin reconnaître la République démocratique saharouie proclamée en février 1976.

Il ne fait aucun doute



Confiantes dans la victoire de leur peuple.

que cette décision du congrès du Polisario est de nature à permettre un règlement du problème au meilleur intérêt des peuples saharoui et mauritanien. Ces deux pays n'ont en effet rien à gagner dans une guerre qui peut être évitée par

des négociations basées sur le respect mutuel de l'intégrité territoriale. De telle guerre ne peuvent que profiter aux fournisseurs d'armes qui se profilent inévitablement derrière de tels conflits. Ainsi, une attitude raisonnable du gouverne-

ment mauritanien sur ce problème sera pour lui le meilleur moyen de se débarrasser de la présence « amicale » des troupes étrangères et notamment française qui cantonnent sur son territoire.

Serge FOREST

Discours du camarade Pol Pot à l'occasion du 18e anniversaire du Parti communiste du Kampuchéa (Cambodge)

Il ne reste que deux divisions vietnamiennes au Kampuchéa

LE secrétaire du Parti communiste du Kampuchéa, le camarade Pol Pot, a tenu un long discours à Phnom Penh pour saluer le 18e anniversaire du Parti, devant plus de 20 000 personnes dont des représentants des troupes qui se battent au front contre les agresseurs vietnamiens. Il a, entre autres, fait le point de la situation avec le Vietnam.

L'agression vietnamienne fondée sur la stratégie « attaque-éclair, victoire-éclair » connaît la défaite, c'est ce qu'a expliqué Pol Pot avec optimisme : « Après l'offensive de novembre 1977, menée par quinze divisions encadrées par du personnel soviétique, l'armée vietnamienne n'a plus aujourd'hui que deux divisions en-

core au Kampuchéa. »

HUIT AVIONS ABATTUS

Faute de combattants de l'infanterie, le Vietnam a maintenant de plus en plus recours à l'aviation. Mais, là-aussi, ce n'est pas « la victoire-éclair » escomptée. A ce sujet, le camarade Pol

Pot a dit : « Nous avons résisté à l'US Air-Force, ce n'est pas l'aviation vietnamienne qui peut nous faire peur. » D'ailleurs, la radio La Voix du Kampuchéa démocratique a annoncé que « les forces armées révolutionnaires cambodgiennes ont abattu un avion vietnamien le 27 septembre. » Depuis le mois de juillet 1978, huit avions et hélicoptères vietnamiens ont été abattus dans le sud-est du Kampuchéa.

LES DIFFICULTES DU VIETNAM

Le camarade Pol Pot a aussi rappelé les objectifs du Vietnam derrière lequel se profile l'ombre de Moscou, à savoir dominer tout le Sud-Est asiatique. La première étape de ce plan est la formation d'une Fédération indochinoise comprenant le Vietnam, le Laos et le Kampuchéa sous la tutelle du premier. Pol Pot a indiqué à ce sujet : « Le Vietnam n'est pas un pays non-aligné, mais un pays aligné sur l'Union soviétique sur le plan économique en tant que membre du Comecon, sur le plan politique et militaire en tant que mercenaire chargé d'appliquer la stratégie d'agression et d'expansion de l'URSS dans la région (...) Il n'hésite même pas à provoquer la République populaire de Chine. » Mais Pol Pot a aussi souligné que de plus en plus de pays de l'Asie et dans le monde voient clair dans le jeu du Vietnam et soutiennent le Kampuchéa.

Le camarade Pol Pot a également parlé des difficultés que connaît le Vietnam à l'intérieur, difficultés si évidentes que tous les jour-

nalistes qui font des reportages là-bas les mentionnent : pénurie alimentaire due au fait que tous les hommes en âge de travailler sont envoyés au front, politique de répression des minorités nationales qui se révoltent, protestation du peuple qui refuse de partir au front pour attaquer le Kampuchéa ou les paysans chinois de la frontière, protestation contre les méthodes de persécution des ressortissants chinois, etc.

Autant de faits qui isolent le Vietnam dans le monde.

Lors d'une réception donnée le même jour que le meeting, on remarquait aussi la présence de Norodom Sihanouk et de sa femme. Claude LIRIA

Billet

Il devait les écouter d'une oreille amusée. D'après les uns, il avait été tout simplement passé par les armes. D'après les autres, on l'avait laissé mourir de faim sur une minuscule parcelle de terrain. Tous n'étaient pas d'accord sur la manière, mais du moins tous étaient d'accord sur le fait.

Il avait été éliminé. Et d'expliquer le pourquoi et d'analyser la chose. Ils avaient tout vu, ils avaient tout prévu. Tout, sauf une chose : Norodom Sihanouk serait invité officiellement et apparaîtrait en public à l'occasion du 18e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchéa. S.F

Grande-Bretagne

Callaghan sur la sellette

La conférence annuelle du Parti travailliste s'annonce, pour le moins, houleuse. Tout d'abord, c'est dans un contexte de luttes ouvrières que se déroule cette conférence du parti, au pouvoir actuellement : les 57 000 ouvriers des usines Ford sont en grève depuis une semaine pour exiger une augmentation de salaire supérieure à celle limite autorisée par le gouvernement. En effet, celle-ci veut limiter les hausses de salaires à 5% alors que l'inflation, si elle est quelque peu réduite, est bien supérieure à ce pourcentage.

Par ailleurs, le secrétaire général du syndicat des mineurs a annoncé samedi « qu'une grève pourrait suivre un refus du gouvernement d'autoriser des négociations libres avec les Charbonnages ».

Les mineurs exigent une augmentation de 40% de leur salaire afin de rattraper un pouvoir d'achat décent.

Les syndicats des travailleurs de la fonction publique et des hôpitaux ont déclaré qu'une grève serait décidée si le gouvernement refusait une augmentation de salaires.

Par ailleurs, plusieurs syndicats dont l'influence est prépondérante du fait de leur nombre d'adhérents, refusent, sous la pression des travailleurs, d'accepter les exigences du gouvernement.

Callaghan doit donc faire face à de nombreuses difficultés, il a d'ailleurs annoncé que si sa politique était remise en cause, il démissionnerait, espérant sans doute influencer les votes de l'Assemblée en sa faveur.

Communiqué commun du Parti communiste (marxiste-léniniste) portugais et du PCML

Au cours du mois de septembre, une délégation du Comité central du Parti communiste (marxiste-léniniste) portugais (PCMLP), conduite par son premier secrétaire, le camarade Jorge Rocha, a rencontré à Paris une délégation du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste.

Les délégations des deux partis ont procédé à un échange de vues sur la situation politique et le mouvement syndical dans leurs pays respectifs. Ils ont procédé également à des échanges de vues sur la situation internationale et le Mouvement communiste international, relevant ainsi une grande convergence d'appréciation sur l'ensemble des questions abordées, notamment la lutte contre les deux superpuissances, et en particulier le social-impérialisme, danger principal en Europe.

A propos de la situation dans les deux pays, les deux partis ont réaffirmé que la contradiction principale en France et au Portugal est bien entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Les deux délégations se félicitent de la fraternité de leurs entretiens qui permettent de resserrer les liens d'amitié révolutionnaire entre les deux partis et les prolétariats et peuples des deux pays.

28 septembre 1978

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson -
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

DANS L'ACTUALITE

Cheminots : s'unir, continuer pour gagner

LE mouvement de grève des roulants de la SNCF a été largement suivi lundi, ce qui témoigne du mécontentement des cheminots et le refus du plan Guillaumat qui prévoit la suppression de 15 000 emplois. Le mouvement des roulants qui se termine mercredi à 24 h sera suivi de celui du personnel du transport commercial et des branches techniques à partir du 5 octobre.

La grève des roulants a été déclenchée pour de meilleurs salaires, contre les « roulements trop tendus » et le refus de la conduite à un seul agent. Cette revendication très importante pour les roulants a pourtant disparu dans les tracts des directions syndicales. En effet, la CGT et la CFDT l'ont laissé tomber quand la FGAAC (autonome), qui y est hostile, s'est ralliée au mouvement.

80% DE GREVISTES LUNDI

La CGT annonçait, pour lundi, 80 % de grévistes en moyenne dans le pays. Dans les principales gares, les pourcentages des grévistes sont supérieurs à cette moyenne. C'est le cas à Paris-Austerlitz, à Paris-Lyon, à Paris-Gare Saint-Lazare où le pourcentage s'élevait à 90 %. En Aquitaine, le pourcentage était sensiblement aussi élevé. Sur les grandes lignes, un train sur trois a circulé, d'après la direction alors que sur le réseau banlieue, ce fut le cas pour un train sur cinq. Dans la région Provence Côte d'Azur, le trafic voyageur ne dépassait pas 10 %. Dans la région de Lyon, sept trains sur quarante environ étaient au départ de Lyon-Perrache. En Alsace-Lorraine, un train sur trois ou quatre roulait. Sept trains seulement sont partis de Paris-Montparnasse.

Le trafic marchandise a

été pratiquement nul. Dans son ensemble, il est certain que cette grève a été très suivie.

GREVE BIEN SUIVIE EN PERSPECTIVE

Pour mardi, la direction de la SNCF prévoit un fort pourcentage de trafic non-assuré sur les grandes lignes : 65 % des trains ne rouleront pas sur les grandes lignes du réseau Est, 55 % pour le Nord, 75 % pour la Normandie, 60 % pour le réseau Ouest, 80 % pour les réseaux Sud-Ouest et Sud-Est. Ces prévisions de la SNCF sont certainement sous-estimées. Elles donnent cependant une idée du succès du mouvement.

TOUS ENSEMBLE EN MEME TEMPS

Les agents de gare prendront la succession des roulants pour lesquels le préavis va jusqu'au 4 octobre à minuit. Les agents, eux, seront en grève à partir du 5 octobre à 0 h jusqu'au 9 octobre à minuit.

On peut se poser la question de la division du mouvement avec, d'un côté les roulants, et de l'autre les agents de gare. La force d'un tel mouvement exige l'unité d'action du personnel. En agissant tous ensemble et en même temps, les cheminots auraient la

possibilité de créer un rapport de force plus important qu'avec la division actuelle.

D'autre part, les précédents tels que la grève de 1974 des postiers, qui avait duré un mois et demi, montrent que tous les travailleurs des entreprises « publiques » ont intérêt à s'unir dans l'action. Malgré des différences, ces travailleurs ont de nombreuses revendications communes tels que le manque d'effectifs dans les services, les salaires trop bas, etc. L'unité d'action des travailleurs

de la fonction publique ou assimilés permettrait de constituer un puissant rapport de force avec lequel l'Etat-patron devrait compter et bien plus susceptible d'assurer la victoire que l'action dispersée des cheminots, des postiers, des enseignants, des travailleurs d'EDF, etc. Devant l'intransigeance de la direction de la SNCF et du gouvernement, il faut construire un rapport de force capable de les faire céder.

Henri MAZERAU

Réforme de l'ANPE

De nouveau de mauvais coups

BOULIN, le ministre du chômage, a chargé un haut fonctionnaire d'un rapport sur l'Agence nationale pour l'emploi afin de la réformer. Le contenu de ce rapport vient d'être connu. Il laisse présager de mauvais coups contre les chômeurs.

Le rapport Farge (du nom de son auteur) indique : « L'image de marque de l'ANPE, notamment aux yeux des employeurs qui font porter à l'ANPE les péchés du système d'indemnisations... et s'en méfient comme relevant dans ses fichiers de demandeurs d'emploi une majorité d'incapables et de paresseux sinon d'agitateurs ». Actuellement, 1 156 000 chômeurs sont inscrits à l'ANPE. Qu'un rapport du ministère du travail traite d'incapables, de paresseux, d'agitateurs des chômeurs n'indique pas seulement le cynisme et le mépris dans lesquels le pouvoir tient les travailleurs au chômage, cela indique aussi que le pouvoir est prêt à porter de mauvais coups contre eux.

Dans le rapport Farge, il est prévu que l'inscrip-

tion à l'ANPE ne permettra plus de toucher l'indemnité-chômage. Celle-ci sera du ressort d'un service différent. Une première conséquence sera la difficulté accrue pour connaître le nombre des chômeurs puisque les indemnisés ne s'y inscriront plus.

Pour le personnel lui-même, 4 000 employés risquent d'être licenciés. Parmi ceux qui resteront, certains « feront des stages d'entreprise, sanctionnés par un examen ou un mémoire du chef d'entreprise ».

Tels sont les premiers éléments que l'on peut tirer de ce rapport. Le pouvoir continue donc son offensive contre les chômeurs et contre le personnel de l'Agence. Nous en reparlerons dans un prochain numéro de notre journal.

Sonacotra

Le tribunal de Longjumeau se déclare incompétent

Lundi, le tribunal de Longjumeau prononçait un jugement à l'égard de résidents des foyers de Chilly-Mazarin et de St-Geneviève-des-Bois. Le tribunal s'est déclaré incompétent. Une enquête a été ordonnée sur les conditions de logement dans les deux foyers de même qu'une justification des comptes de « prestation des services rendus ». Un expert devra déposer un rapport dans trois mois. Ce jugement est un nouveau désaveu de l'action en justice intentée par la Sonacotra contre les résidents.

Tunisie

Poursuite des procès

Pour la troisième journée de leur procès, Habib Achour et les autres dirigeants syndicalistes de l'UGTT ont refusé de répondre aux questions de la Cour. C'est la position qu'ils ont choisie d'adopter tant qu'ils ne pourraient pas être défendus par leurs propres avocats. Ceux-ci ont en effet été interdits et remplacés par des avocats commis d'office.

Dans une déclaration qu'il a lue au début de l'audience, le leader syndicaliste a déclaré que les syndicalistes présents n'étaient nullement responsables de ce qui leur était reproché : « Le procès est politique (...) Nous sommes innocents et le véritable criminel, responsable des émeutes, n'est pas là ».

En parlant ainsi, Achour accusait directement le ministre de l'Intérieur ainsi que le directeur du Parti destourien, Mohamed Sayah. Ce sont, en effet, ses milices fascistes qui, en agressant les grévistes rassemblés, avaient provoqué l'intervention sauvage de la police et les dizaines de tués de la journée du 26 janvier dernier.

Yougoslavie

Le président Tito a décidé d'annuler la visite qu'il devait entreprendre à Moscou à la fin de l'année. Il devait à cette occasion y rencontrer Brejnev. Cette décision fait suite aux attaques grossières de la presse soviétique lors du voyage du président Houa Kouo-feng à Belgrade en août dernier.

Bulgarie

Après Markov, assassiné le mois dernier par les services secrets bulgares, c'est un nouveau dissident qui a été assassiné à Londres. Agé de 30 ans, Simeonov avait quitté la Bulgarie en 1971. Comme Markov, Simeonov travaillait au service bulgare de la BBC.

Centre de tri de Pontoise

Durcir la grève !

TELS sont les mots qui sont revenus dans les interventions des trois syndicats CGT, CFDT, FO, hier soir lundi, à l'assemblée générale de la brigade de nuit. Cette grève a commencé le 27 et se renforce de jour en jour.

Brigade D :
- Début 50 %, maintenant 90 %.

Brigade E (17 h-24 h) :
- Début 60 %, maintenant 90 %.

Brigade F (6 h-13 h) :
- Début 65 %, maintenant 92 %.

Brigade G (13 h-20 h) :
- Début 60 %, maintenant 70 %.

Les premiers jours, le mouvement a été un peu long à se développer mais le ras-le-bol de cette vie d'exploités, s'ajoutant au manque d'effectifs, font qu'aujourd'hui les non-grévistes du début se joignent à la grève.

C'est les piquets de grève aux heures de prise de service, lieux de discussions et d'explications, qui ont joué un rôle déterminant pour cela. Les assemblées générales y ont aussi contribué. En effet, la grève est

menée de façon démocratique : les dirigeants syndicaux, lors des assemblées, font le point, expliquent la situation et c'est ensuite les travailleurs qui votent la poursuite de l'action. Cette démocratie n'est pas formelle, comme le prouvent les interventions des travailleurs dans la discussion : « ça a été un peu dur au début de les faire s'exprimer... » me dira un militant syndical.

Mais quoi d'étonnant à cela quand, dans cette société pourrie, la bourgeoisie, depuis l'école, n'apprend aux travailleurs qu'à se taire, et que parler en public n'est réservé qu'à « ceux qui savent le faire ».

Au centre de tri de Pontoise, l'âge moyen des employés tourne autour de 22 ans et pour beaucoup cette lutte est un apprentissage de la grève, de com-

ment on l'organise.

Bien sûr, avant il y a eu aussi des luttes ici. Par exemple, en décembre 1977, après trois jours de grève consécutifs, la direction avait été obligée de garder trente-trois auxiliaires qu'elle voulait licencier. Il y a eu celle de 7 et 8 septembre derniers, lors de la descente des flics, au cours de laquelle beaucoup de travailleurs ont compris avec quel mépris ils étaient considérés et la nécessité de se battre pour faire respecter leur dignité. Mais c'est la première grève depuis plusieurs années qui dure depuis six jours déjà.

Actuellement, le syndicat CGT du centre préfère concentrer d'abord ses forces pour la popularisation du mouvement auprès des autres centres et comme ce sont toujours les mêmes travailleurs qui reviennent pour les piquets, elle a le souci de ne pas disperser ses forces.

La section CFDT parle d'un gala de soutien comme celui de Créteil au printemps dernier, pour la fin de la semaine, et a réuni une coordination des centres de tri de banlieue.

LA TACTIQUE DE LA DIRECTION

Le directeur départemental espère avoir les grévistes au souffle. Lors d'une première audience aux délégués, sur 8 préposés et 44 agents demandés, il était prêt à en accorder 22, lors de la seconde réunion, il ne parlait plus que de 14, et encore pour octobre seulement, alors qu'on sait que d'ici là, il y aura encore des départs de saisonniers !

Quant aux quatre avertissements pour prise de parole en assemblée générale, le chef de centre qui « se coupe nonchalemment les ongles pendant les réunions », et qui de temps en temps descend un peu de ses nuages, a dit qu'il « pourrait ne pas en tenir compte pour la notation ! ». Un chef de centre « incompétent totalement quant au travail », mais en bon patron, toujours là pour sanctionner !...

A Pontoise, au transbord les grandes piles de sacs montent de plus en plus. L'administration emploie ici la tactique inaugurée lors

des grèves précédentes et celles pour Créteil : elle détourne le trafic. Ainsi, elle fait stocker à Paris, il y aurait des déversements sur Conflans pour Trappes CT ; le courrier mécanisable de la zone industrielle d'ici est déversé sur Nanterre... Travailleurs des autres centres, faites attention au contenu des sacs et surtout au Val d'Oise, c'est très important pour le soutien, et puis pour le reste, les travailleurs de Pontoise vous font confiance...

LES EFFECTIFS : UN GROS MORCEAU

Les grévistes ici, où parfois viennent en discussions les modalités concrètes du durcissement de la grève, savent qu'avec les effectifs, ils s'attaquent à un morceau de taille. Ils s'opposent par leur action directement à la politique des réductions d'effectifs et de licenciements mise aussi en œuvre par la bourgeoisie dans la sidérurgie, la navale, le textile et de très nombreux autres secteurs de l'économie. C'est la seule réponse possible

et efficace aux « Etre compétitif » des Giscard et Barre. Le problème : c'est effectivement un gros morceau aux PTT aussi, entreprise de 300 ou 400 000 travailleurs où le patron n'est pas un PDG « classique », mais l'Etat et qui se comporte à l'égard des employés comme n'importe quel capitaliste.

Cela montre la nécessité impérieuse du soutien des autres centres. Lundi soir, on disait qu'il y avait une grève à Bordeaux, que ça bougeait à Toulouse, Marseille, Poitiers, Nantes, Lyon...

Faites connaître cette grève autour de vous, expliquez la nécessité de la solidarité.

Vous pouvez porter votre soutien financier aux grévistes : CT du Val d'Oise, zone industrielle du Vert-Galant

95 - SAINT-OUEN-L'AUMONE

*transbordement : c'est en général le rez-de-chaussée du centre où arrivent les sacs postaux par trains ou camions.

Fermelement résolus à garder le Larzac agricole

DOUZE paysans du Larzac ont entamé vendredi 29 au soir un jeûne de quatre jours dans la cathédrale de Rodez. Ceci pour protester contre les récentes manœuvres gouvernementales visant à régler le conflit et à les expulser dans les six mois. Ce jeûne n'a pas pour but de créer un rapport de force en vue de faire céder le gouvernement, mais de relancer l'information et d'appeler à un soutien pour leurs actions futures (plus nombreuses et plus dures). Le jeûne se passe sans problèmes. De nombreuses personnes vont les voir et l'évêque a fait un texte de soutien.

Voici le communiqué des paysans du Larzac : « Le gouvernement tente l'épreuve de force en engageant la procédure d'expropriation, qui d'ordinaire vient clore une opération « d'utilité publique ». Il espère voir céder la détermination des paysans et ainsi réaliser dans les six mois l'extension du camp du Larzac. » Alors que sur le terrain, au moyen des Groupements fonciers agricoles,

les paysans restent maîtres du foncier, malgré l'avis maintes fois exprimé des différentes organisations agricoles, syndicales, politiques, etc. du département et de la région, hostile à ce projet, l'armée décide de passer outre. » En effet, elle n'a pu acheter à l'amiable que 38 % des terres frappées d'utilité publique, en 7 ans. Ce sont des parcelles dispersées et de fait inutilisa-

bles. Seules quatre fermes en activité ont été acquises par elles, contre sept par les GFA. Et si quatre paysans ont quitté le périmètre, huit nouveaux s'y sont installés... Les paysans sont donc toujours là, fermelement résolus à garder le Larzac agricole. » Pour cela et dans le moment présent, une délégation représentative entame un jeûne de quatre jours. Ils invitent le gouvernement à revenir sur sa décision, faute de quoi, ils feront part publiquement à l'issue du jeûne, de la forme dure que nous donnerons à nos actions. Dès à présent nous invitons tous ceux qui soutiennent notre cause à rejoindre d'urgence leur comité Larzac pour se préparer à une résistance d'ampleur nationale (et ainsi contraindre le gouvernement à abandonner son projet)... »

Les paysans du Larzac

18^e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchea (Cambodge)

NOUS publions ci-dessous la résolution qui a été prononcée au nom du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique lors du meeting de commémoration du 18^e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchea démocratique et que nous n'avons pas pu publier hier.

Nous sommes déterminés à nous unir étroitement, dans leur lutte héroïque, avec notre peuple et notre Armée révolutionnaire, unis autour du glorieux Parti communiste du Kampuchea ayant à sa tête le camarade secrétaire Pol Pot.

— Rehausser la vigilance révolutionnaire pour défendre l'honneur et la dignité nationale, défendre l'indépendance, la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique, défendre les acquis de la révolution, défendre le Parti et le pouvoir révolutionnaire des ouvriers et des paysans et déjouer les manœuvres perfides et men-

songères des impérialistes, des expansionnistes et de leur partisan.

— Soutenir activement l'étape actuelle de la révolution du Kampuchea à savoir : la poursuite de la révolution socialiste, l'édification du socialisme, l'amélioration des conditions de vie de notre peuple et la défense nationale en particulier contre l'ennemi vietnamien agresseur, annexionniste et avaleur de territoires.

— Déployer tous nos efforts pour démasquer les viles campagnes diffamatoires et inhumaines menées par les impérialistes, les expansionnistes et leurs partisans et les défaites de la stratégie de « Fé-

dération indochinoise » et de « Fédération indochinoise » et de « attaque-éclair, victoire-éclair », des Vietnamiens agresseurs, annexionnistes et avaleurs de territoires.

— Soutenir la déclaration en quatre points du 15 mai 1978 du gouvernement du Kampuchea démocratique adressée au gouvernement de la République socialiste du Vietnam pour résoudre équitablement le conflit entre le Kampuchea et le Vietnam, et condamner énergiquement avec indignation la poursuite de l'agression du Vietnam annexionniste soutenue par la grande puissance expansionniste internationale contre le Kampuchea démocratique.

— Apprendre auprès de notre peuple et de notre Armée révolutionnaire des exemples héroïques et des profonds et nobles sentiments d'amour et de dévouement envers le peuple et la classe opprimée.

Analyse de cinq élections partielles Seules les abstentions ont vraiment progressé !

LES cinq élections partielles qui ont suivi les législatives de mars dernier sont l'objet de nombreux commentaires. Elles marquent en apparence une progression du PS, au détriment du PCF et de la droite. Une analyse plus sérieuse des chiffres montre qu'elles marquent avant tout une progression des abstentions, alors que tous les candidats (de droite comme de gauche) ont perdu des voix, en chiffres absolus.

Les trois tableaux de chiffres que nous publions ici permettent de bien voir quel est l'évènement de ces cinq élections.

POURCENTAGES ET CHIFFRES ABSOLUS

Il est tout d'abord frappant de voir (tableaux 1 et 3) que le pourcentage d'abstention est considérable. Il est particulièrement élevé en Seine-Saint-Denis, seule circonscription où une candidate du PCF a été élue, à Paris et en Meurthe-et-Moselle, scrutins qui ont eu une

répercussion nationale, avec la chute de Servan-Schreiber et de La Malène.

Quand à la conclusion souvent entendue que c'est le PS qui sort vainqueur de ces partielles, c'est très contestable. Si on retire de l'analyse le chiffre des abstentions (le fait le plus marquant) on peut dire que le PS gagne en pourcentages de suffrages exprimés. Mais il faut tenir compte de ce chiffre d'abstentions et analyser d-es lors les résultats en chiffres absolus : combien d'électeurs ont accordé leur confiance au PS ? Moins qu'en mars 1978. Le PS n'a pas vraiment gagné, sim-

INQUIETUDE POLITICARDE

plement il a moins perdu que les autres grands partis bourgeois.

Seul le candidat de gauche du Pas-de-Calais a progressé en nombre de voix. Partout ailleurs, les électeurs ont été moins nombreux à accorder leur confiance à la gauche comme à la droite (tableau 2).

Barre a soulevé le problème posé par ce pourcentage d'abstentions aux journées UDF ; le RPR avait appelé les abstentionnistes pour soutenir De la Malène, qui n'obtint aucune réponse positive mais dont le score baissa ; Fi-

termen a fait des abstentions la première cause de la baisse électorale de son parti (*). Même le journal *Le Matin*, d'inspiration socialiste, se voit obligé d'atténuer les cris de victoire des dirigeants socialistes : « Les pourcentages sont trompeurs, ils ne prennent pas en compte les abstentions. L'autre réalité de ces scrutins, celle des bulletins de vote glissés dans l'urne, est un peu différente. Elle révèle que le PS a recueilli au premier tour un nombre de voix à peu près équiva-

lent à celui de mars 1978 alors que le PCF, l'UDF et le RPR en ont perdu ».

Ce fait, cet « abstentionnisme » n'est pas pour rien dans les bisbrouilles qui agitent la majorité, brisbrouilles où ne rentrent pas seulement en ligne de compte les problèmes économiques ou internationaux, mais aussi

« l'évolution de l'électorat », en termes clairs la veste de JJ-SS et celle de De la Malène.

Nous avons dit qu'il avait

été au centre du rapport de Fiterman au Comité central du PCF, c'est aussi un des enjeux du débat public entre Rocard et Mitterrand.

C'est bien en effet tout ce qu'on appelle « classe politique » qui est touchée par ce désaveu.

(*) « L'analyse du scrutin montre que le recul de nos suffrages est dû pour la plus grande part au fait que les électeurs communistes se sont abstenus », devait déclarer Fiterman. Voir HR du vendredi dernier, page 3.

Tableau 1 Pourcentages d'abstention

	Mars 1er tour	Mars 2e tour	Partielle 1er tour	Partielle 2e tour
Seine-Saint-Denis	17,27	15,89	54,53	47,17
Gers	15,59	12,59	20,88	Pas de second tour
Pas-de-Calais	10,78	8,88	19,38	15,43
Meurthe-et-Moselle	18,91	16,51	41,47	31,97
Paris	21,95	19,84	46,16	36,34

Tableau 3

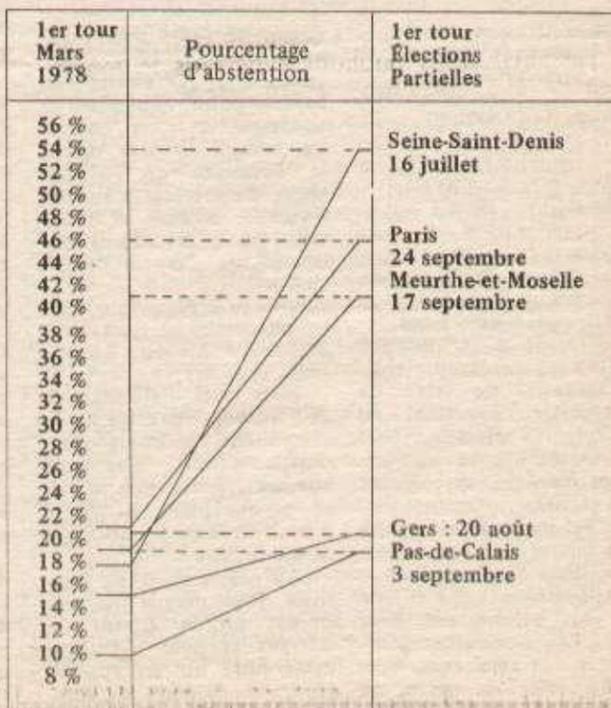


Tableau 2 abstentions en nombre de voix

2e tour		gauche	droite
Seine-Saint-Denis	Mars	50 743	50 637
	Partielle	32 515	31 419
	Différence	moins 18 228	moins 19 218
Gers	Mars	27 171	26 191
	Partielle	25 138	22 943
	Différence	moins 2 033	moins 3 248
Pas-de-Calais	Mars	29 036	28 914
	Partielle	32 192	21 511
	Différence	plus 3 156	moins 7 403
Meurthe-et-Moselle	Mars	32 820	32 824
	Partielle	30 757	21 851
	Différence	moins 2 063	moins 10 973
Paris	Mars	15 517	15 574
	Partielle	12 944	11 032
	Différence	moins 2 573	moins 4 542

Espoir...

Il est difficile, bien sûr d'analyser exactement qui s'est abstenu et pourquoi. Il y a différentes raisons à cette abstention massive.

Nous ne croyons pas aux arguments météorologiques : quand il fait du soleil, les électeurs partiraient à la campagne, quand il pleut, ils resteraient chez eux... C'est absurde. Surtout quand il s'agit d'élections dont l'enjeu national est souligné par tous.

Les abstentionnistes se sont donc abstenus par choix. Certains déçus des résultats de mars 1978. D'autres se disant que de toute façon ce n'est pas ainsi que l'on résoudra les problèmes du chômage et de la hausse des prix, d'autres écœurés par le jeu politique électoral bourgeois.

Nous comprenons ces électeurs. Trop de promesses électorales ont coulé sous les ponts, suivies de trop de déceptions, de trop de licenciements et de mesures antipopulaires.

Pour lutter contre le chômage en Lorraine et les licenciements qui s'annoncent dans la sidérurgie pour lutter contre les expulsions de logements qui sévissent de plus en plus dans le 14^e arrondissement de Paris, il faut en effet faire confiance en nos luttes, en elles seules, et non pas au bulletin de vote déposé dans l'urne.

Rentrée scolaire

Continuons la lutte dans l'unité

UN des aspects nouveaux de la lutte que mènent en ce moment les enseignants est bien l'unité d'action. Ceci est remarquable pour plusieurs raisons. La structure de la Fédération de l'Éducation nationale (FEN), sous-divisée en syndicats, ne facilite pas l'unité de tous les enseignants, de plus la pression du système scolaire qui veut répartir les enseignants en privilégiés et en mal lotis est tellement forte qu'elle incite les enseignants à défendre leur corporation, leur catégorie. La montée des luttes actuelles tend à briser ces deux tendances pour travailler à l'unité.

Un des aspects importants de la lutte que mènent en ce moment les enseignants est bien l'unité d'action.

La Fédération de l'Éducation nationale (FEN) regroupe tous les syndicats des enseignants, sauf le SGEN/CFDT. Les directions syndicales des enseignants SNI, SNES par exemple développent parmi leurs adhérents le corporatisme, l'individualisme. Il existe un syndicat pour les instituteurs, pour les professeurs de CES, pour les agrégés, pour les universitaires, etc.

De plus, ces mêmes syndicats ont en leur sein même des tendances le SNI (syndicat national des instituteurs) a par exemple quatre tendances, « Unité et action » sur la ligne politique du PCF, « Unité indépendance et démocratie » sur celle du PS, « Ecole émancipée » sur celle de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskyste) et « Front unique ouvrier » scission de « L'École émancipée » sur celle de l'Alliance des jeunes pour le socialisme (trotskyste).

Chaque enseignant n'a comme l'implique cette multitude de syndicats et de tendances - qu'à en choisir un, se replier sur

ses problèmes corporatistes de groupuscules et même dans certains cas de « cercules ». Chaque syndicat est un tiroir de commode, une fois les tiroirs fermés, les syndicats n'ont pas à avoir de contact entre eux.

Ce genre de syndicalisation est monté en épingle par les directions syndicales, car il permet selon eux la libre expression de tous.

Au Parlement aussi, toutes les tendances - « reflet fidèle des opinions du peuple » - droite, gauche s'expriment. Mais leurs beaux discours ne se préoccupent pas de défendre les intérêts des travailleurs, mais bien au contraire de défendre les intérêts de leur parti. Il en est de même pour ces syndicats.

Ils ne permettent pas de s'unir sur les mêmes bases revendicatives. Ils enfoncent les enseignants dans l'esprit catégoriel, alors que tout le système de l'Éducation nationale repose déjà sur la division.

Prenons par exemple les horaires. Selon que les enseignants sont titulaires ou non, qu'ils enseignent en primaire, en secondaire ou au lycée, en enseignement général ou technique, leurs horaires varieront de 28 heures à 11 heures !

Les enseignants commencent à refuser d'être enfermés dans le cloisonnement entretenu par les directions syndicales. Les enseignants en lutte ont bien compris que c'est en se battant au coude à coude, syndiqués au SNI, au SNES, au SGEN, ou non-syndiqués, qu'ils arracheront leurs revendications.

A Cleunay-Rennes, les enseignants syndiqués au SNI se sont opposés, ainsi que les autres, au responsable du SNI qui menaçait de ne pas participer à une action si les suppléants sans emploi en étaient : « Pourquoi se battre avec ces gens-là ? (Les suppléants), ils sortent tout droit de l'ANPE, ils n'ont aucune expérience. Instituteurs, ils n'en sont pas dignes. »

AuCES Jean-Zay (Rouen) et Branly à Grand Quevilly, sur les 80 % de grévistes, nombreux sont ceux syndiqués au SNI, alors que la direction du SNI n'appelle pas à la grève. Ces enseignants n'ont pas désobéi aux directions syndicales, ils ont suivi la seule voie possible, se battre.

A Grand Quevilly, au CES Claude-Bernard, les syndiqués au SNES se sont engagés dans la bagarre comme leurs collègues du SGEN pour le réemploi de cinq maîtres-auxiliaires. Et pourtant la direction du SNES était contre ce mouvement. La pratique lui a donné tort, puisque depuis deux maîtres-auxiliaires ont été rembauchés.

Au CES Zola, à Sotteville et à Clères, les professeurs d'éducation physique et sportive font grève à 100 % depuis la rentrée. Ils informent régulièrement les autres enseignants de leurs actions, tandis que les pro-

fesseurs d'enseignement général les soutiennent financièrement.

Il faut dénoncer tout ce qui entrave l'unité des enseignants et toutes les mesures de licenciement touchant le personnel enseignant ou le personnel de service. Ainsi, à Cleunay, la municipalité (de gauche) prévoit une femme de service pour s'occuper de deux classes. Si ce plan est appliqué, 80 femmes de service vont se retrouver au chômage. Mais les parents sont bien décidés à imposer le maintien de toutes les femmes de service au conseil municipal.

Il faut poursuivre dans ce sens. Le but à atteindre est d'imposer la démocratie syndicale. Il faut combattre le système des tendances à l'intérieur des syndicats qui n'ont comme but que de diviser les enseignants entre eux et d'être un haut-parleur pour les programmes des différents partis politiques bourgeois qui les soutiennent.

Il faut impulser dans ces syndicats une ligne et des revendications qui permettent l'unité sur la base des intérêts populaires. La bourgeoisie a de tout temps travaillé à la division des mouvements de lutte, c'est aux enseignants de travailler à l'unité dans la lutte. Les assemblées générales regroupant syndiqués ou non doivent être souveraines et permettre à chacun de donner son avis.

Si le principe de l'unité doit être acquis sur le lieu même de la grève, il faut prendre en main des coordinations regroupant tous les lycéistes CES en lutte, établir des plate-formes revendicatives, notre force c'est notre unité. Consignons-là !

Nathalie VILLOTIERS

Brest, après la manifestation du 23

Deux témoignages sur la violence policière

SAMEDI 23 septembre, 15 000 manifestants s'opposaient à Brest à la construction d'une centrale nucléaire à Plogoff. A la fin de la manifestation, la police, prenant prétexte de l'éclatement de deux cocktails molotov, attaquait violemment les manifestants. Plusieurs d'entre eux étaient blessés ainsi que des passants. Nous publions ci-dessous le témoignage de deux personnes ayant assisté aux exactions de la police.

Le premier témoignage publié dans le journal Le Télégramme émane d'un manifestant :

« Je participais à la manifestation. A un moment, les CRS ont chargé (il s'agissait en réalité de gendarmes mobiles). Je me suis réfugié avec cinq ou six camarades dans un couloir d'immeuble. Les CRS nous ont vus et ont lancé des grenades lacrymogènes dans le couloir. Devant ces gaz, nous avons effectivement gravi les étages pour tenter d'échapper à leurs effets. Nous avons sonné à un appartement et demandé que l'on nous ouvre. Personne n'a ouvert et nous n'avons pas forcé la porte. Certains d'entre nous

étaient alors complètement évanouis. Dix minutes plus tard, les pompiers sont arrivés avec des masques à gaz. Et ce sont eux qui ont ouvert la porte et pénétré dans l'appartement où une fillette affolée se trouvait près de la fenêtre ».

Le second témoignage émane d'une passante :

« Je tiens à exprimer dans cette lettre toute mon indignation pour l'agissement des CRS à Brest. Je me promenais dans la rue Jean-Jaurès en ce samedi 23 septembre avec mon fils. Eric âgé de quatre ans, je faisais mes courses en toute tranquillité, je fus surprise par la foule compacte de jeunes, les camé-

men, le camion des pompiers devant le siège de l'EDF, je pensais bêtement au tournage d'un film. J'étais dans la parfaite ignorance d'une manifestation antinucléaire à Brest ce jour : je continuais donc innocemment à descendre la rue quand, subitement, je vis des gens remonter la rue en courant, des grenades lacrymogènes s'abattirent sur nous, mon fils se mit à hurler et je me rendis

enfin compte du danger. Complètement affolée, je me réfugiai avec mon fils dans un magasin de vêtements. C'est alors que je m'aperçus que j'étais brûlée à la main. Dieu merci, mon fils était indemne. Il est tout à fait inadmissible qu'une femme accompagnée d'un jeune enfant, se promenant dans la rue tout à fait innocemment, soit brûlée par une grenade lancée par des CRS. »

La section de Brest du PCML condamne la violence policière

Dans un communiqué de presse, la section de Brest du Parti communiste marxiste-léniniste (Humanité rouge) indique que les incidents qui ont suivi la manifestation du 23 septembre à Brest ont été « voulus dans le but de diviser le mouvement de masse et de jeter le discrédit sur la manifestation. » Elle « dénonce le comportement des gendarmes mobiles et des CRS qui ont incendié un appartement, jeté des grenades dans les couloirs d'immeubles et blessé plusieurs personnes » (Une jeune fille a perdu un œil), et appelle à renforcer la mobilisation populaire.

Munich (Allemagne)

Meeting de commémoration de la capitulation de 1938

SAMEDI à Munich, quarante ans, jour pour jour, après la signature de la capitulation de Munich par Daladier et Chamberlain, la revue Théorie et Pratique du marxisme-léninisme, organe théorique du Parti communiste d'Allemagne (KPD) a organisé un meeting international pour tirer les enseignements de 1938.

Dans une profonde unité idéologique, le camarade Christian Semler, président du KPD, le camarade Walter Lindner, secrétaire de la Ligue communiste d'Autriche (KBO), le camarade Manuel Guedan, responsable aux relations internationales de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs d'Espagne (ORT), le camarade Domenico Losurdo, membre du secrétariat du Parti communiste unifié d'Italie (PCU d'I) et notre camarade Claude Lebrun, au nom du Comité central du PCML, ont tour à tour stigmatisé la politique agressive de Brejnev. Ils ont appelé à la vigilance face aux tendances conciliatrices des bourgeoisies occidentales, et souligné que c'était la tâche des communistes de prendre la tête de la lutte contre les dangers de guerre. (Le discours prononcé par Claude

Lebrun a été publié dans l'édition de l'Humanité rouge du samedi 30 septembre).

Des messages de solidarité avaient été envoyés par d'autres partis et organisations marxistes-léninistes des USA, de Grande-Bretagne, de Belgique, du Luxembourg, de Norvège, de Grèce et de Turquie.

La chorale de la section munichoise du KPD a présenté de nouveaux chants élaborés pour dénoncer la trahison de 1938, ainsi que des chants célèbres du mouvement ouvrier des pays représentés à la tribune. Le meeting s'est achevé au rythme de l'Internationale, et, sans aucun doute, chacun en est reparti avec la détermination de renforcer ses efforts pour combattre sans merci la superpuissance la plus agressive, l'URSS.

Münchener Abkommen UND DIE LEHREN FÜR HEUTE 1938. 29. September 1978. Chamberlain, Daladier, Hitler, Mussolini und Ciano. Mit dem Münchener Abkommen 1938 verkörpern die Besatzungsmächte politischer Willen Westeuropas. Angestellte der russischen Apparatschiks und des Westbüros der beiden Supermächte... VERANSTALTUNG: 30.9. 1700 Uhr. THEORIE UND PRAXIS DES MARXISME-LÉNINISME

L'affiche d'appel au meeting.

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du P.C.M.L. Abonnements spéciaux pendant une durée de 1 mois: 15 francs l'abonnement de 1 mois

Appuyer la lutte du peuple argentin

ALORS que la lutte du peuple argentin ne cesse de s'approfondir, le régime de Videla veut briser les organisations de la classe ouvrière argentine et en premier lieu son parti, le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine. Aujourd'hui, en France, nous devons appuyer la lutte de tous les enfants du peuple argentin en prison pour vouloir que leur peuple soit debout.

Nous publions par ailleurs la lettre que nous a faite parvenir le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine où il analyse la situation en Argentine et montre comment « les militaires fascistes au pouvoir ont restreint leurs bases d'appui et l'opposition a élargi ces forces ». Les camarades argentins nous disent également qui sont ceux que la dictature fasciste a arrêtés.

En Argentine, des hommes et des femmes, des enfants même, des ouvriers, des intellectuels (professeurs, avocats, étudiants) sont arrêtés ou disparaissent : des syndicalistes, des militants politiques, de simples gens, membres ou pas d'associations.

C'est que la lutte du peuple argentin ne cesse de s'approfondir.

C'est que Videla et son groupe, incapables qu'ils sont de répondre à la moindre aspiration du peuple, continuent la répression. Ils sont les représentants d'une poignée d'exploiteurs qui n'existent que par le sang du peuple dont ils tirent leur richesse et par le soutien de ceux auxquels ils vendent le pays : la superpuissance américaine et aussi l'autre (l'URSS)

surtout depuis que les USA ont laissé entendre qu'ils souhaiteraient une autre « solution » en Argentine, tout en continuant d'ailleurs à alimenter en dollars et en armes les généraux de Videla. Ainsi là encore, les deux grands aiguissent leur dispute sur le dos des peuples.

Le *Mundial* n'avait fait que découvrir un peu plus aux yeux du monde le sinistre visage de Videla et son groupe. De même, la répression ne peut étouffer la lutte et la terreur ne fait qu'isoler encore plus ceux qui l'organisent.

Mais les souffrances du peuple sont grandes et durs les coups qu'il reçoit !

Mettre à genoux un peuple, cela veut dire d'abord briser ses organisations. Cette leçon-là,



Au moment de la Coupe du monde de football, manifestation à Paris pour son boycott. Aujourd'hui, plus que jamais, avec la répression qui s'abat sur le peuple argentin, il est nécessaire de l'appuyer dans sa lutte.

que lui a léguée l'histoire de toutes les classes exploitées, de tous les oppresseurs, Videla la connaît ! C'est le Parti communiste marxiste-léniniste d'Argentine (PCMLA) qu'il tente de décapiter (selon les dires mêmes des militaires, c'est bien là leur premier objectif). Clandestin, ce parti a subi bien des assauts des-

quels il a su sortir en préservant l'essentiel de ses forces pour repartir ensuite au combat. Il n'est bien sûr pas pour rien dans le niveau atteint par la lutte actuelle en Argentine. Aujourd'hui, son secrétaire général est dans les geôles de Videla. Ces derniers temps aussi, les arrestations de syndicalistes se sont multipliées. On le voit, ce sont en premier lieu les organi-

sations de la classe ouvrière, nombreuse en Argentine, qui sont visées.

Le prolétariat est un de par le monde et quand il est touché dans tel ou tel pays, dans ses organisations, dans son Parti, cet instrument essentiel de sa propre émancipation et en même temps de celle de tout le peuple, c'est tout le prolétariat du monde qui est touché.

Cette unité, pour le même combat, il faut l'exprimer non seulement en parole, mais en actes. Ce n'est pas l'affaire d'un jour, car cela suppose la mobilisation des travailleurs dans les usines, dans les syndicats et

aussi de toutes les organisations démocratiques, les personnalités qui se soucient de la liberté des peuples et des droits fondamentaux de l'homme. Mobiliser pour agir, pour que les organisations, le gouvernement même prennent position et exigent à leur tour la libération du camarade Roberto Cristina (secrétaire général du Parti communiste marxiste léniniste d'Argentine) et de tous les fils et filles du peuple argentin, en prison pour vouloir que leur peuple soit debout...

C'est ainsi que nous devons appuyer la lutte du peuple argentin.

Lettre du PCMLA

« Au long de ces deux ans et demi, la résistance à la dictature s'est développée. Il y a eu plusieurs vagues de luttes ouvrières. La défense des droits démocratiques et plus particulièrement, le mouvement des familles des disparus et des prisonniers s'est accru. Les critiques des secteurs les plus divers aux différents aspects de l'activité dictatoriale ont pris de l'ampleur. Le PC(ml) d'Argentine a résisté fermement aux attaques de la dictature et il est intervenu de plus en plus activement dans les différents mouvements de résistance qui se sont déroulés. En résumé, les militaires fascistes ont restreint leur base d'appui et l'opposition a élargi ses forces. Face à cette situation, la dictature militaire cherche à maintenir son régime à feu et à sang, en amplifiant la répression fasciste, la restriction de tous les droits démocratiques, en interdisant toute possibilité pour le peuple d'avoir la moindre participation dans la direction des affaires du gouvernement. L'hypocrite Videla parle d'une perspective de rétablissement de la démocratie dans le pays, alors que la vérité est autre : celle du chiffre des disparus le plus élevé depuis le coup d'Etat, celle de la répression qui atteint même les politiciens de la bourgeoisie qui font des critiques partielles contre les activités dictatoriales : ils sont soumis à des jugements pour leur hardiesse. Les conséquences de cette attitude apparaissent nettement. Les ba-

ses d'appui de la dictature se réduisent de plus en plus et les forces de l'opposition se fortifient et se développent, l'unité de l'ensemble du peuple argentin progresse pour faire de son aspiration une réalité : mettre en déroute la dictature. C'est dans ces conditions que les attaques se dirigent particulièrement contre notre Parti, parce qu'il est la force révolutionnaire la plus importante qui est organisée dans le pays et qui agit au sein du mouvement de résistance. Ces attaques se sont concrétisées par l'arrestation de notre Secrétaire général, camarade Roberto Cristina et du camarade Elias Seman, membre du CC.

Le camarade Cristina, 37 ans, marié, père s'une petite fille, a une longue histoire révolutionnaire au service de la classe ouvrière, du peuple et de la nation argentine, histoire qui commence à l'époque de ses études au lycée. Pendant ses études universitaires, il fut dirigeant du Centre d'étudiants de la faculté de philosophie et lettres et de la fédération universitaire argentine. Il a fait parti du courant marxiste-léniniste qui dressa les drapeaux du communisme, trahis par la clique révisionniste de Codovilla, Gioldi et Arnedo Alvarez, dirigeants du faux parti communiste, en réorganisant le détachement du prolétariat argentin en 1965. C'est de cette manière qu'il prit le chemin de la lutte contre le révisionnisme moderne dont le centre est

Moscou, chemin de lutte impulsé et dirigé personnellement par le Président Mao Tsé-toung. Son activité était liée étroitement aux expériences les plus importantes de la lutte du prolétariat argentin, parmi lesquelles celles des ouvriers de Fiat à Cordoba, des ouvriers du sucre à Salta et Jujuy, des métallurgistes et des ouvriers du verre à Buenos Aires, etc. Il a joué un rôle dirigeant dans l'établissement des principes, de la stratégie et de la politique qui guida l'action de notre Parti. Le camarade Cristina a éduqué le Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, sur la nécessité de créer un front unique le plus large possible contre les deux superpuissances et sur la nécessité d'appuyer les pays socialistes, en particulier la glorieuse République populaire de Chine. Il s'est rendu à trois reprises en République populaire de Chine, sa dernière visite date du début de 1978, où il a rencontré le président Houa Kouo-feng, le camarade Keng Piao et d'autres dirigeants du Parti communiste chinois.

Au poste de dirigeant du Parti, il a conduit l'organisation de la résistance face à la dictature militaire établie le 24 mars 1976, amenant le jour même du coup d'Etat 100 000 travailleurs à résister, par un arrêt de travail contre l'instauration de cette dictature. Il dirigea le parti de façon à ce que nous, les communistes, jouions un

rôle croissant dans les luttes de la classe ouvrière et du peuple.

Le camarade Seman, 44 ans, marié, père de deux enfants, participe aux combats ouvriers et populaires depuis plus de 25 ans. Il a joué un rôle d'avant-garde dans la construction du Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, appelé à l'époque Vanguardia Comunista (Avant-garde communiste). Depuis lors, il a participé activement au processus de construction de notre parti ; il a traversé diverses régions du pays, accomplissant les tâches que la Comité central lui confiait. Pendant plusieurs années, il a travaillé comme ouvrier, liant ainsi le marxisme-léninisme à l'histoire du mouvement ouvrier argentin. Il a eu l'honneur d'être le premier des camarades de notre Parti à avoir visité la République populaire de Chine. Sa dernière visite eut lieu en 1976.

Le camarade Seman est un avocat renommé, ayant défendu d'innombrables prisonniers politiques et syndicaux ouvriers ; étudiant de près l'histoire, il a fourni plusieurs travaux importants pour l'éducation de la classe ouvrière concernant la lutte de classes dans notre patrie. Il était aussi professeur à l'Université de Cordoba et a participé activement au processus de démocratisation de l'enseignement universitaire commencé pendant la lutte contre la dictature antérieure. »

Retour d'Argentine du Professeur Schwartzberg

« Certains d'entre nous, et j'en suis, sont partis trop optimistes. Nous espérions obtenir des libérations. Et nous avons échoué. » C'est le professeur Schwartzberg qui parle ainsi au retour de Buenos Aires où il est allé, avec trois autres médecins et une avocate parisienne demander aux autorités la libération de quelque 185 détenus politiques appartenant aux professions de la santé, et ce, quelques jours seulement avant que ne commence le congrès mondial de cancérologie.

Dans une conférence de presse, le professeur Schwartzberg raconte comment trois autres scientifiques, un Anglais, un Hollandais, un Américain et lui-même se sont rendus à Buenos Aires munis de deux listes : une de 185 personnes appartenant aux milieux médicaux, une autre de 190 composée d'ouvriers et de syndicalistes disparus, dont 14 femmes enceintes. Il s'agissait de tenter de faire libérer ces détenus politiques dont on est actuellement sans nouvelles avant l'ouverture, le 4 à Buenos Aires du congrès de cancérologie.

Nous avons pourtant pris tous les contacts, explique Schwartzberg, nous avons des rendez-vous avec de nombreuses « personnalités » argentines (ministre de la santé, ...). Nous avons reçu un bon soutien de la part de nos ambassades respectives, sauf pour les USA. La délégation n'a pu accomplir les démarches juridiques avant de devoir repartir.

Il faut rappeler qu'en marge du congrès de Buenos Aires, un appel au boycott a été lancé et qu'un autre congrès se tiendra à Paris à la même date. Plus de 3 000 médecins auraient d'ores et déjà décidé de ne pas se rendre en Argentine.

LE COURRIER DU NOUVEAU MERCREDI 4 OCTOBRE 1978

Nantes

Les négociations pour le salaire annuel garanti pour les métallos

Le 25 ont eu lieu à Nantes les fameuses négociations entre les divers syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC,) et le patronat local, pour fixer le montant annuel du salaire dans la métallurgie nantaise.

On se souvient du thème de l'opération : soit disant le relèvement des bas salaires évoqué dans le programme de Blois. On se souvient aussi que ces négociations ont débuté après l'échec de la gauche aux élections et sans rapport de force. Les propositions patronales à Nantes donnent la mesure du caractère démagogique de ces « négociations ».

Les propositions des patrons de la métallurgie : 2,5 millions de centimes par an, ce qui, selon le patronat lui-même, toucherait... 25 métallurgistes sur 19 500.

Et avec un franc cynisme, ces beaux messieurs tout fiers de leur coup ont dit qu'au moins, ils ne mettraient pas de nouvelles entreprises en difficulté en fixant ce niveau !!

D'après divers renseignements, le maximum a été fixé pour Paris à 2,6 millions (...) et dans la majorité des cas (...), c'est le SMIC de misère, plus 10 %.

Voilà qui donne une idée de ce qui l'on doit attendre de cette opération poudre aux yeux et des négociations sans rapport de force en général.

Bureau de presse Nantes

Massey-Ferguson (Marquette)

Chantage de la direction

Mardi 27, la direction a convoqué les organisations syndicales pour une réunion extraordinaire du comité d'entreprise sur l'emploi. A cette occasion, elle a déclaré qu'il y avait dans l'usine « 190 personnes de trop » (dont 150 productifs).

La direction a proposé la signature d'une convention pour l'indemnisation du chômage avec l'Etat, en échange de la promesse de ne pas licencier pendant six mois.

C'est vraiment du cynisme !
— Ou l'Etat accepte d'indemniser le chômage partiel (mais on sait déjà où il prendra l'argent : dans nos poches), et dans ce cas, rien n'empêche la direction de licencier... dans six mois !

Ou l'Etat refuse, et la direction de la Massey prendra ce prétexte pour proposer le licenciement de ces 190 personnes en essayant de dégager sa responsabilité.

La direction prétend qu'il n'y a pas assez de travail ? Qu'elle commence donc par diminuer les cadences, qu'elle abaisse la durée de travail pour tous sans diminution de salaire, qu'elle applique la retraite à 60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes et les travaux pénibles (il y en a à la Massey) Non au chômage partiel, non aux licenciements !

Correspondant

Fos-sur-Mer

32 heures de grève à Solmer pour la 5e équipe

Comme nous l'avions annoncé dans notre édition du 26 septembre, les travailleurs de Solmer à l'appel des sections CFDT, CGT, FO et CFTC ont fait 32 heures de grève. Dès lundi soir et toute la journée de mardi, des piquets combattifs barraient tous les accès à Solmer sur la zone de Fos. Aucune installation n'a travaillé.

La revendication de la cinquième équipe, c'est d'abord la lutte contre l'aggravation des conditions de travail : le taux de gravité des accidents est passé de 2,8 en 1974 à 5,5 en 1977 alors que dans le même temps le nombre d'heures travaillées pour la production d'une tonne d'acier était en constante diminution. Il semble bien au cours de cette journée que la revendication de la cinquième équipe s'inscrivait aussi pour une bonne partie des grévistes dans la lutte pour l'emploi : la création de la cinquième équipe à Solmer, cela voudrait dire 1 200 emplois nouveaux (le niveau de chômage dans les Bouches-du-Rhône croît à une vitesse record avec les licenciements à Terrin, aux Chantiers navals de la Ciotat, à la Générale sucrière, à Griffet, à Éternit, etc.)

C'est donc sur une revendication bien propre à eux (la cinquième équipe) que les travailleurs de Solmer sont entrés dans la lutte. Mais c'est de volonté délibérée qu'ils ont inscrit leur lutte dans la journée d'action de la sidérurgie. En effet, à travers une première enquête par questionnaire et les assemblées générales en juin, c'est la même exigence qui revenait constamment : « Il faut foutre la Lorraine dans le coup, il faut marcher ensemble avec la Lorraine, avec Dunkerque ».

Quelles perspectives, maintenant ? C'est là que les interrogations posées à plusieurs occasions par des travailleurs sont importantes : « Ce sera un combat de longue haleine. » Mais comment poursuivre ? Immédiatement la lutte ne peut se poursuivre simplement comme elle a démarré parce qu'elle n'a reposé que sur le potentiel militant.

L'initiative des travailleurs ne pourra se développer que dans le cadre d'une stratégie claire d'offensive contre le chômage.

C'est aujourd'hui ce qui conditionne la poursuite de la lutte des sidérurgistes.

Correspondant PCML (En collaboration avec des camarades du PCRML).

Doittau à Haussimont (Haute-Marne)

Occupation et grève pour des salaires décents

Pour réaliser plus de profits, les entreprises Doittau, producteurs de colles industrielles ont déplacé, au début des années 1970, une partie de l'usine de Corbeil (Essonne), la féculerie en province : à Haussimont près de Chalon-sur-Marne.

La direction escomptait ainsi une main-d'œuvre moins chère et moins organisée. La saison de féculerie (traitement des pommes de terre pour extraire l'amidon) durant six mois environ, d'août à janvier, le personnel pour la moitié n'est pas fixe et il y a peu de syndiqués parmi les saisonniers.

Cela n'a pas empêché, les ouvriers d'exiger des salaires décents.

La direction a voulu faire passer l'augmentation générale des industries chimiques (3 % en septembre) comme réponse à leurs demandes légitimes. Les ouvriers n'ont pas été dupes, face à l'hypocrisie de la direction. Unis, ils ont décidé le 23 septembre, la grève :

— Pour une augmentation de 15 % des salaires

— Pour une prime de campagne de 600 F, avec constitution d'un comité de grève.

Les propositions des patrons furent royales :

2 % d'augmentation, 20 F de prime !

Le ridicule n'a pas tué !

Devant ce cynisme éhonté, ce mépris de l'ouvrier, les ouvriers ont répondu le mercredi 27 par l'occupation de l'usine avec piquet à l'entrée, empêchant même le directeur de rentrer !

La direction qui se veut libérale (tant que l'on ne dérange pas ses projets, ses profits) a alors montré son vrai visage de patron : elle répond par la répression et attaque des délégués en « justice » pour atteinte à la sacro-sainte liberté du travail, liberté d'exploiter !

Ils devaient passer devant le tribunal samedi 30 septembre, quand c'est pour les « bons » services d'un patron, la justice ne traîne pas !

La direction comptait bien que les travailleurs de Corbeil ne seraient pas au courant pour mieux manœuvrer. Raté ! Les délégués de Corbeil, informés, exigent une réunion exceptionnelle avec elle pour qu'elle négocie le plus vite possible pour satisfaire les légitimes revendications de ceux d'Haussimont. D'autres projets de solidarité ont été lancés.

A Haussimont, malgré la répression, à la fin de la semaine la grève continuait.

A suivre

Correspondant Corbeil

Paris

Journée d'amitié franco-chinoise

A l'occasion du 29^e anniversaire de la République populaire de Chine, l'Association des Amitiés franco-chinoises invite à la

JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE (Samedi 7 octobre 1978, de 14 h 30 à 23 h Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75 005 Paris (Métro Maubert-Mutualité))

Au programme :

FILMS : 15 h documentaires

17 h Le roi des singes (dessins animés)

EXPOSITIONS de xylographies, estampages photos

VENTES de livres, affiches, estampages, timbres, artisanat

DÉBAT : « Quels changements ? », les campagnes, la culture, les minorités nationales, la politique extérieure, le tourisme (avec films et diapositives)

à 20 h PARTIE ARTISTIQUE ET TABLE RONDE « La Chine de l'été 1978 » avec Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez Hélias, Alain Lefebvre, Louis Le Penec.

Lyon

La librairie *La Force du livre* a mis en vente une série de brochures, rassemblées dans une pochette plastique, sur le thème « Mieux connaître le marxisme ». On y trouve à l'intérieur les titres suivants : *Manifeste du Parti communiste - L'Etat et la révolution - La révolution prolétarienne et le mégal Kautsky - Les principes du léninisme - Pierre Sémard - Les défenseurs du néo-colonialisme - La lettre en vingt-cinq points - Quatre textes de Mao Tsé-toung (La démocratie nouvelle, Interventions sur la littérature et sur l'art, De la juste solution des contradictions au sein du peuple, Intervention sur le travail de propagande) - Poursuivre la lutte contre le social-impérialisme - La théorie des trois mondes.*

L'ensemble de ces dix titres est vendu 15 F. Le prix modique de ce colis permet de le diffuser facilement auprès des gens avec qui nous pouvons discuter de notre combat marxiste-léniniste. En particulier ce colis peut être utilisé en direction des membres du PCF, car nombre de brochures se rapportent à des questions brûlantes d'aujourd'hui, notamment la voie à suivre pour aller vers le socialisme et la nature de l'URSS.

Il existe aussi deux autres versions de ce colis :

— Les dix brochures plus « l'URSS, la dégenérescence » (30 F)

— Les dix brochures plus « Arracher la classe ouvrière au révisionnisme » (45 F)

PRENEZ CONTACT avec Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom :

Prénom :

Profession :

Lieu de travail :

Adresse :

Code postal :

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

L'URSS est-elle socialiste ? (2)

DANS notre édition d'hier, nous avons vu qu'au contraire de ce qu'affirment les auteurs du livre « *L'URSS et nous* », une bourgeoisie monopoliste bureaucratique existe aujourd'hui en Union soviétique. Elle s'est emparée des moyens de production, dispose d'une mainmise totale sur l'appareil d'État et exerce une dictature social-fasciste. Au cours de quel processus est apparue cette bourgeoisie ?



Krouchtchev lors de la visite qu'il effectua en France en 1960. Après la mort de Staline, il mit la main sur le pouvoir suprême à l'intérieur du Parti. A partir de ce moment une nouvelle classe privilégiée prit peu à peu la place prédominante.

Comme le disait avec force Lénine : « *La transition du capitalisme au communisme, c'est toute une époque historique. Tant qu'elle n'est pas terminée, les exploités fondent inéluctablement l'espoir d'une restauration, espoir qui se transforme en tentatives de restauration* » (La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky).

La révolution prolétarienne, l'établissement de la dictature du prolétariat, la période du socialisme n'entraînent pas, en effet, la disparition de la lutte des classes, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie.

Même après que, dans l'ensemble, le système de propriété collective ait été fondamentalement établi, des reliquats, des vestiges du capitalisme subsistent encore dans l'Union soviétique socialiste. Le terrain existe où peuvent germer et grandir de nouveaux éléments bourgeois.

Par ailleurs, tant que la lutte des classes subsiste dans la société, la lutte entre deux lignes continue dans le parti. De nouveaux éléments bourgeois surgissent à l'intérieur du parti et cherchent à usurper le pouvoir.

C'est ainsi qu'au lendemain de la mort de Staline, le 5 mars 1953, Krouchtchev met la main sur le pouvoir suprême à l'intérieur du parti et de l'État et intensifie les remaniements aux plus hauts niveaux de la direction dans toutes les organisations du parti. Ainsi, 47 % des membres du Comité central sont changés lors du 20e Congrès du PCUS (1956) et 70 % lors du 22e Congrès (1961). Au cours de la seule année 1955, neuf mille cadres sont remplacés, en Ukraine, par des hommes considérés comme plus sûrs. De 1954 à 1957, plus de neuf cent mille cadres, dirigeant des entreprises et des kolkhoses, sont remplacés.

Avec les pouvoirs du parti et de l'État dans les mains de Krouchtchev, puis de Brejnev et à travers toutes les purges rapidement évoquées ci-dessus, une nouvelle classe privilégiée prend peu à peu une place prédominante dans le parti, le gouvernement, l'armée, dans les secteurs économique et culturel. Cette classe privilégiée se sert de la position qu'elle a usurpée pour augmenter sa puissance politique et économique et donner naissance à une nouvelle bourgeoisie, ayant la haute main sur tout l'appareil d'État et sur les richesses nationales, une bourgeoisie monopoliste bureaucratique.

La dictature du prolétariat se transforme en dictature de cette nouvelle bourgeoisie, l'économie socialiste en économie de capitalisme monopoliste d'État.

Dans le même temps, les masses ouvrières et paysannes soviétiques qui étaient maîtresses des entreprises et du pays redeviennent des salariés. Entre la bourgeoisie monopoliste bureaucratique et les nouveaux éléments bourgeois d'une part et la masse des ouvriers et des employés d'autre part, il n'existe plus que des rapports d'employeurs à employés, de gouvernants à gouvernés. La main-d'œuvre est devenue une marchandise.

Les entreprises ont maintenant le droit d'embaucher et de licencier les ouvriers de leur propre chef. Le contrat de travail signé par le directeur de l'usine donne tout pouvoir à celui-ci pour prendre toutes les sanctions, y compris le licenciement. Des amendes sont prévues, pouvant aller jusqu'à tiers du salaire. On a pu lire dans la presse soviétique qu'« on chasse pour un oui pour un non les gens qui ne nous plaisent pas, on congédie sans raison ceux qui vous ont cri-

riqué », etc. Certes, le terme de chômage n'est pas utilisé. Il lui est préféré celui de « mobilité de main-d'œuvre ». Selon la revue soviétique *Travail socialiste*, le nombre de travailleurs « mobiles » est proche de 6,5 millions, soit un cinquième des ouvriers. Des « bureaux de situation et d'emploi des habitants », similaires des agences pour l'emploi, ont été créés pour servir de marchés spécialement consacrés à la vente et à l'achat de main-d'œuvre.

L'exode rural s'est également développé du fait de l'exploitation et de l'oppression auxquelles sont soumis les paysans : chaque année, 1,5 à 2 millions de paysans quittent les kolkhoses.

RENFORCEMENT DE L'APPAREIL D'ÉTAT BOURGEOIS

L'État est toujours un instrument de domination d'une classe sur une autre. Depuis la prise du pouvoir en Union soviétique par Krouchtchev et Brejnev, l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie, restaurant et développant le capitalisme, l'État de dictature du prolétariat est devenu un État de dictature de la bourgeoisie monopoliste bureaucratique. Des mesures incessantes ont renforcé l'appareil d'État réactionnaire. Une répression sanglante s'est abattue sur le peuple travailleur.

La « Commission de sécurité d'État », plus connue sous le

nom de KGB, a été créée en mars 1954. Elle compte aujourd'hui 400 000 membres qui tissent un véritable réseau tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Aujourd'hui, partout en Union soviétique, du gouvernement central aux administrations régulières, des agglomérations urbaines aux contrées rurales, dans tous les secteurs (politique, économique, militaire, de recherche scientifique, de production et de services), on trouve des organismes et du personnel du KGB.

En juillet 1966 est créé un « ministère de la Sécurité sociale », transformé, en novembre 1968, en « ministère de l'Intérieur ». Il dispose aujourd'hui de troupes comportant plusieurs centaines de milliers d'hommes,

équipées d'armements divers, y compris de chars, prêtes à tout moment à réprimer les luttes populaires. Leur but est clairement avoué « organiser une contre-offensive résolue et opportune » contre les luttes de résistance populaire à l'exploitation et à l'oppression dont elles sont victimes.

Bien d'autres mesures de renforcement de la police et de la justice (rétablissement en 1970 du ministère de la Justice) ont été prises pour encadrer les masses et réprimer toute lutte. Ces dernières années, on a assisté à la multiplication des prisons, des « camps de réforme par le travail » et des « hôpitaux psychiatriques » à un point tel que ceci ne peut plus être caché à l'extérieur du pays. Nombreux sont les témoignages des traitements infligés dans ces camps ou dans ces hôpitaux psychiatriques qui égalent en horreur ce qu'avait fait Hitler.

La bourgeoisie monopoliste bureaucratique a également mis en place sa dictature dans tous les domaines de l'idéologie afin de consolider sa position dominante. C'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples, qu'une propagande nationaliste chauvine, militariste est omniprésente tant dans l'armée que dans la jeunesse et dans l'enseignement (« le service militaire est un honneur, celui qui ne sert pas dans l'armée n'est pas un homme, encourager le sentiment national chez l'enfant d'âge préscolaire, faire tous les efforts pour que les traditions guerrières soient développées et consolidées dans la littérature soviétique », etc.).

Les points de vue individualistes et bourgeois sont systématiquement mis en avant dans tous les domaines : « L'argent amène le bonheur — Tout pour l'individu, tout pour le bonheur de chacun — l'acquisition de la connaissance est dirigée vers le profit, l'éducation sert à gagner de l'argent ». Et l'on pourrait multiplier ces mots d'ordre bourgeois inculqués à longueur de temps par la presse, la radio, la télévision, la publicité. Cela va jusqu'à mettre en avant les « surdoués » : il faut « absolument sélectionner des sujets vraiment doués pour l'école afin de produire des étudiants exceptionnels », est mis en place un « système de pêche aux génies et de promotion du génie ».

UNE DICTATURE DE TYPE FASCISTE

L'analyse de la situation concrète de l'Union soviétique aujourd'hui nous conduit donc non seulement, comme le font les auteurs de « *L'URSS et nous* », à parler de « bureaucratie », de « catégories supérieures de dirigeants », mais de l'apparition d'une nouvelle bourgeoisie qui détient, en tant que groupe, la totalité des moyens de production, qui dirige le Parti et l'État et exerce une répression féroce sur la classe ouvrière et la paysannerie et les différentes nationalités non-russes. Elle a transformé le premier État socialiste de l'histoire en un pays capitaliste monopoliste d'État. Ayant concentré tous les pouvoirs entre ses mains, elle n'en continue pas moins à se présenter comme « socialiste » pour mieux tromper le peuple. Mais la véritable nature de l'Union soviétique aujourd'hui, la dictature de classe d'une poignée de nouveaux bourgeois, c'est le « social-fascisme », c'est-à-dire le socialisme en paroles et fascisme dans les faits.

Demain : une économie capitaliste

Pierre BAUBY